

Edito | "Tous coupables?" Dépasser les limites de "l'écologie punitive"

Au mois de mai dernier un écrivain et écologiste convaincu, Olivier Blond, publiait un livre courageux mais pas vraiment politiquement correct au sein d'une famille désunie: "Pour en finir avec l'écologie punitive". Une manière de Manifeste qui se voulait joyeux plutôt que moralisateur et pointait, avec pertinence, la dimension socio-économique du débat sur le mode: tant que l'écologie sera considérée que "comme un luxe coûteux réservé aux nantis et aux idéalistes" ça n'avancera pas. Il ne pensait pas si bien dire dans un pays où un ministre d'Etat, chantre de l'écologie, démissionnait "pour ne plus se mentir". Dans son for intérieur Nicolas Hulot ne peut que se réjouir de la polémique relancée sur le thème de l'écologie punitive par l'une de ses prédécesseurs, Ségolène Royal, qui, revenue des pôles, refait une apparition bruyante sur la scène politique en s'en prenant, vigoureusement, au "matraquage fiscal" lié à la très forte hausse des carburants et, singulièrement, du diesel. 23,3% le litre en un an, ce n'est pas ce qu'on peut appeler une demi-mesure et l'impact est évidemment considérable pour ces quelques 70% de français qui roulent au diesel. Et pour tous ceux, notamment, qui n'ont d'autre alternative pour aller au travail que d'emprunter leur voiture. Au fond, si l'on écoute l'inénarrable porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux qui déclare : "quand on a aimé Nicolas Hulot, on assume d'avoir une fiscalité comportementale..." nous n'avons qu'à la fermer...

A entendre les réactions qui montent d'un peu partout et les annonces de blocages routiers, le 17 novembre, il n'est pas sûr que le nouveau concept de ce M. Griveaux, nanti de la République, soit vraiment pédagogique, au sens noble du terme. Voici, en tout cas, le genre de propos qui, sur le mode punitif, ont un effet désastreux pour faire progresser un pays qui est, épidermiquement, épris de justice.

Il y a pourtant tant à faire, à entreprendre, à innover, à l'heure où l'impérium du réchauffement climatique s'installe plus que jamais dans la conscience collective. Cette année, et pas seulement parce que le GIEC a aggravé ses scénarios planétaires, un observateur attentif du tissu social n'a pu qu'être frappé, en effet, par la montée d'une forme d'angoisse citoyenne, chez les plus jeunes notamment, face au proche avenir. Les écouter, les comprendre est certes un devoir et, osons le mot, de nature éthique. Chacun d'entre nous, par son comportement, a déjà la faculté de contribuer à inverser le cours des choses. Et, bien entendu, grâce au débat, à une information ouverte, pluraliste et non manichéenne, des réponses peuvent être proposées et des solutions mises en valeur.

Je pense, ici, à ces nouveaux agriculteurs-agricultrices, rencontrés ces derniers mois, qui s'installent avec de l'amont à l'aval, des conditions de la production jusqu'à la vente, une manière d'exigence écologique : "je cherche à acheter mes fournitures en céréales pour mon élevage au plus près de mon exploitation et je vends mes produits à la ferme ou sur les marchés de proximité." On objectera que ce modèle n'est pas forcément applicable dans de grands élevages? Voire. Là-aussi des réponses existent qui ne passent pas, mécaniquement, par l'achat de tourteaux de soja, souvent OGM, importés des Amériques et conjuguent, habilement, vente directe et vente à la grande distribution. La réussite de cette nouvelle vision de la production agricole qui ne signifie pas la négation d'une autre, plus conventionnelle, qui elle-même, se pose chaque jour davantage les bonnes questions, est révélatrice d'un changement de comportement qui, à nos yeux, aurait de quoi faire palir la formule de Benjamin Griveaux, et sa "fiscalité comportementale".

Et, puisque ce gouvernement dit faire grand cas de l'intérêt que les Français manifestent pour la prime à la conversion qui semble efficace pour abandonner le diesel - pour peu que l'on ait le moyen de s'offrir un véhicule neuf - il ferait beaucoup mieux de s'engager, par exemple, à ce que la moitié du bénéfice attendu de l'augmentation prévue et continue de la TICCP, (la Taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques), quatrième recette fiscale de l'Etat (!) soit consacrée à ce grand changement du parc automobile, en liaison avec l'industrie. Alors, les Français qu'il est aujourd'hui de bon ton de culpabiliser seraient-ils bien plus capables qu'on ne le croit de soutenir une nouvelle façon de concevoir le développement harmonieux, pour ne pas dire durable, de leur pays.



Joël Aubert

Crédit Photo :
Publié sur aqui.fr le 27/10/2018
[Url de cet article](#)